

Suppression du ministère de l'Enseignement supérieur : Borne to be unalive

Le nouveau gouvernement de François Bayrou a été nommé avec la même politique : complicité et compromission avec l'extrême droite. Ce gouvernement représente le déni du résultat des urnes mais également le déferlement des politiques libérales qui ne font que casser les droits étudiants ainsi que les conditions de vie et d'études.

L'Enseignement supérieur : relégué au second plan

Macron et Le Pen relèguent les politiques étudiantes au second plan, une façon d'exprimer une nouvelle fois leur mépris face aux étudiant·e·s qui n'ont pas de quoi se nourrir, se loger et d'étudier. Nommer un ministre délégué, rattaché au ministère de l'éducation nationale, relève du scandale. Une nouvelle fois, les promesses de réformes des bourses volent en éclat. Le contexte universitaire est plus que compliqué : 60/75 universités sont déficitaires, l'Enseignement supérieur public vole en éclat et le nombre de sans-facs augmente chaque année.

La nomination de Philippe Baptiste à l'enseignement supérieur est une mauvaise nouvelle pour l'Enseignement supérieur public. Ce dernier passé par Total, Bouygues ou IBM, des grands groupes privés, ne semble pas avoir à cœur le service public et le financement pérenne de nos lieux de transmissions de savoir. Par ailleurs, il a également été directeur du cabinet de Frédérique Vidal de 2017 à 2019, ministre qui a mis en place la sélection à l'entrée de l'université ainsi que l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant·e·s étranger·e·s. Cette nomination ne laisse présager que d'une continuité de la politique de casse de nos services publics et l'aggravation de la précarité étudiante notamment avec des réformes en cours comme celle de l'acte II de l'autonomie des universités.

La politique Borne : la mise au pas anti-démocratique

Ces annonces sont d'autant plus inquiétantes que l'éducation nationale est confiée à Elisabeth Borne devenir ministre. Cette dernière n'est plus à présenter tant son nom restera dans les annales comme la première ministre qui a imposé une réforme des retraites contre un mouvement social de plusieurs millions de personnes dans la rue. L'Éducation nationale comme l'Enseignement supérieur sont des lieux d'échanges de savoirs et de cultures et leurs philosophies sont aux antipodes de ses méthodes.

Alors que depuis le début de l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir la répression sur les lieux d'études est de plus en plus forte avec des assemblées générales étudiantes interdites, des forces de l'ordre sont déployées sur les campus et des responsables syndicaux sont réprimés. L'université publique connaît un contexte de répression massive dans lequel les libertés d'expression, de se mobiliser ainsi que de se réunir ne sont plus garanties.

Il est plus que jamais urgent :

- D'augmenter le montant des bourses et les nombre de boursier·e·s,
- Mettre en place le repas à 1€ pour tou·te·s
- D'investir massivement dans l'Enseignement supérieur et la Recherche

Nous appelons donc les étudiant·e·s à se mobiliser le 16 janvier aux cotés des organisations de jeunesse contre la sélection et mise en place de Parcousup et Monmaster, des machines à sélectionner les jeunes et à briser leur avenir.